



« Plus vite qu'on ne le pense, nous connaîtrons des explosions sociales »

Sandra Iriarte, secrétaire aux relations internationales
de la **Confederación General del Trabajo** (CGT¹), État espagnol.

Quelle est la situation sanitaire à ce jour ?

Cela dépend des différents points de vue. Le patronat et les banques incitent le gouvernement à normaliser au plus vite l'activité des entreprises, comme si les risques d'infection par le coronavirus avaient été éliminés. En biaisant, ils transforment la « stabilisation » des nouvelles infections en « disparition », alors que toutes les recommandations sanitaires publiques renouvellent des appels à la prudence et à ne sortir de chez soi que pour ce qui est vital : s'approvisionner. Le gouvernement s'appuie sur le fait que, par rapport aux plus des 1 000 morts quotidiens d'il y a un mois, il ne meurt plus « que » 400 personnes par jour du Covid-19. Le pire, est que le taux de nouveaux cas diagnostiqués s'élève à plus de 4 000 personnes par jour. Cela montre que, même si les chiffres ont été réduits de moitié, le Covid-19 continue à être une réalité présente dans notre quotidien, qui, tous les jours, prend la vie de plus de 400 personnes.

Qui sont, majoritairement, ces morts ? La classe laborieuse, qui a été contaminée dans l'exercice de son travail ou pendant les trajets domicile-travail ; et aussi les personnes dépendantes, les personnes âgées, parquées dans des maisons de retraite, qui se font du fric sur les soins. Cela veut dire que l'État a cessé de donner le minimum vital à celles et à ceux qui ont trimé comme des bêtes et encaissé toutes les crises sociales tout au long de leur vie : arrivés dans une situation de dépendance, il les abandonne au marché. L'absence de centres garantissant la santé physique et sociale de ces personnes, qui ne soient pas motivés uniquement par les bénéfices privés, explique que 65 % des décès touchent cette catégorie de la population.

C'est pourquoi, la CGT a demandé au gouvernement que les malades de la classe ouvrière touchés par le coronavirus soient considérés comme victimes d'accidents du travail. De plus, nous avons demandé que le gouvernement garantisse, pour toutes les personnes qui devront sortir de chez elles pour rejoindre leur poste de travail, la mise à disposition des équipements de protection de base. Nous nous sommes également adressés au gouvernement pour qu'il veille aux mesures de protection et prévention des risques professionnels et plus particulièrement ceux associés au Covid-19.

D'un point de vue syndical, nous nous sommes engagés solidairement avec les travailleuses et les travailleurs de la santé : non seulement les médecins, les infirmiers ou infirmières et assimilés, mais aussi le personnel d'entretien, de transport et les aides à domicile. Malheureusement, beaucoup continuent à être infectés et à mourir, jour après jour. Il est important de préserver leur mémoire avec tous ces chiffres.

Aujourd'hui, la prévention s'est légèrement améliorée, grâce à davantage de moyens, mais toutes

¹ La CGT (<https://cgt.org.es/>) est membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

les travailleuses et tous les travailleurs ne disposent pas en permanence à disposition d'un masque, de gants et de gel. C'est pourquoi, nos sections syndicales doivent intervenir dans chaque entreprise pour que la protection du personnel soit assurée. De son côté, l'inspection du travail se doit d'aller sur les lieux de travail en cas de signalement syndical.

Enfin, d'un point de vue plus global, je pense que grâce au confinement, nous sommes en train de réduire les émissions et la pollution. C'est un tournant qui démontre qu'il est possible d'améliorer la santé en réduisant réduisons réellement les émissions de dioxyde de carbone, les plastiques et en cessant de polluer l'eau. La crise du Covid-19 a mis en avant un modèle de décroissance possible qui réduit le taux de mortalité annuel dû à la pollution.

Quelles mesures a-t-on prises pour les travailleuses et les travailleurs ?

Comme je l'indiquais auparavant, en théorie, on part du principe qu'il est possible, pour les travailleuses et les travailleurs, d'éviter les transports publics et de maintenir les distances de sécurité. Également, toujours en théorie, dans tous les lieux de travail qui sont ouverts, on fournit au personnel le matériel quotidien de prévention. Mais la réalité est tout autre. En mars déjà, nous dénonçons les entreprises qui, sans être des centres de productions essentiels, ne voulaient ni faciliter le télétravail ni fermer temporairement. Ces mêmes entreprises, qui n'ont pas été sanctionnées, continuent à mettre en danger la santé des travailleuses et des travailleurs sans aucune mesure de prévention, en particulier dans les secteurs du transport ou dans les centres d'appel.

Par ailleurs, on nous avait annoncé que tous les centres de production qui devaient fermer temporairement, garantiraient le salaire, à hauteur de 70 % au moins, versés par la prise en charge du service public de l'emploi [l'Inem, l'équivalent de Pôle emploi]. Or, les familles ne toucheront leurs allocations que d'ici à deux ou trois mois. Et, nous parlons là, uniquement de travailleuses et travailleurs couvert.es par l'Estatuto general de los trabajadores [équivalent du Code du travail]. Par exemple, les aides à domicile, sous un régime discriminatoire, ne sont considérées ni comme des travailleurs et des travailleuses indispensables, ni ne peuvent prétendre aux prestations versées aux autres salarié.es. Les travailleuses et les travailleurs indépendant.es ont aussi un régime spécial qui les laisse sans revenus pour une durée encore inconnue. Le gouvernement a adopté des moratoires pour repousser les délais de paiement des cotisations, factures et crédits, mais ces travailleurs.euses restent soumis.es aux dépenses liées à l'endettement et l'absence de revenus.

Quelles sont les conséquences pour les travailleuses et les travailleurs ? Pour la population la plus pauvre en général (les sans-emploi, les sans-domicile-fixe, celle des secteurs informels, etc.) ?

Le premier risque auquel sont exposé.es toutes et tous les travailleur.euses est surtout l'infection : aussi bien lorsqu'ils et elles doivent se rendre sur leur lieu de travail, sans mesure de protection, que pendant le trajet. On a, encore une fois, connu une division entre le personnel en « col blanc » et celui en « col bleu », entre le personnel qui sans occuper des emplois essentiels se voit obligé de se rendre sur son lieu de travail et celui qui a eu la possibilité de travailler à distance. Cela divise la classe ouvrière au moment de s'engager pour l'amélioration de ses conditions de travail, vu que chaque partie se compare avec l'autre ... et non avec les conditions de travail du patronat.

Mais la plupart des entreprises, autres que les services non essentiels, ont cessé momentanément leurs activités en prenant des mesures de chômage partiel (ERTE) ou de licenciement. Nous avons exigé qu'on ne tolère aucun licenciement tant que durera la crise sanitaire.

Par ailleurs, un grand nombre de personnes payées à l'heure ou à la journée ou qui travaillent sans être déclarées, comme employé.es de maison ou encore dans les commerces, ne bénéficient actuellement d'aucun revenu et d'aucune prestation. La CGT considère que c'est le moment ou jamais de réclamer un revenu universel (RBI) pour pouvoir couvrir les besoins de base de tout un chacun.

Le drame social se retrouve dans le fait, qu'avant cette crise sanitaire, il y avait déjà, en Espagne, 5

millions d'enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté ; 1 million de familles qui n'ont plus aucune entrée d'argent depuis la précédente crise financière ; plus de 3 millions de personnes sans emploi... Soit des millions de personnes dans une absolue précarité qui vivaient, et qui, aujourd'hui, n'arrivent même plus à survivre dans cette situation extrême qui les oblige à avancer des économies qu'elles n'ont pas.

L' autre conséquence est que les services sociaux, tout comme le système de santé publique et "la protection du bien-être ", se sont écroulés par manque d'investissement dans tous les secteurs publics fondamentaux : la santé, les prestations sociales, les services publics pour l'emploi, l'aide aux personnes dépendantes, etc., réduisant le personnel, réduisant les ressources et les investissements, réduisant les salaires, réduisant les budgets de la recherche et les mesures de prévention, tout en laissant au marché le soin de subvenir aux besoins de la population en fonction de son pouvoir d'achat. Nous nous trouvons aujourd'hui avec des familles qui mangent chaque jour en dépendant de la « charité », des banques alimentaires, des ONG et des soupes populaires ; ainsi qu'avec des familles brisées qui ne peuvent plus payer, depuis plus d'un mois (plus de 3,4 millions de salariées et de salariés au chômage partiel et des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs qui œuvraient dans des secteurs informels : migrant.es, employé.es et employés de maison, nourrices, etc.), ni leur loyer, ni leurs crédits, ni les factures d'énergie de base, ni la nourriture ou les biens de première nécessité.

Dans ce contexte, non seulement il y a eu une recrudescence du niveau des violences faites aux femmes et aux mineur.es, mais aussi une augmentation des diagnostics de troubles psychologiques en relation avec l'anxiété, la dépression, l'abus de certaines substances, la prise de médicaments... La capacité de résilience et le #todovabien (« tout va bien ») de la classe ouvrière a ses limites ; elle en a fait la démonstration au cours de la crise de 2008 et, dans cette nouvelle crise sanitaire, elle atteint rapidement les limites, du point de vue de la santé, de ce qui est supportable, vivable.

Quelle est la résistance organisée par les mouvements sociaux et syndicaux ?

Les mouvements sociaux, au-delà des débats, réflexions, visioconférences, etc., n'existent pas dans la vraie vie par leur incapacité à peser avec la force nécessaire pour que l'on prenne en compte, tant les revendications essentielles, et non seulement sanitaires, face à cette pandémie, mais aussi sociales, pour une autre forme de vie. Avec le confinement, une partie du tissu social de base, le voisinage, s'est reconstitué pour s'entraider matériellement et humainement. Cependant, nous ne pensons pas qu'il évolue, a posteriori, vers une structure revendicative avec des incidences politiques.

À la CGT, le nombre d'adhérent.es n'a pas diminué, et donc les sections syndicales et les syndicats se maintiennent sur les lieux de travail. Cependant, l'interdiction de rassemblement rend difficiles les assemblées et les moyens d'action, comme cela a été le cas dans le secteur sidérurgique après l'annonce d'un retour à l'activité professionnelle. De notre côté, déjà avant la crise sanitaire, nous avons ouvert un espace de travail commun avec d'autres organisations nationales de base et combattives. À partir de cette plate-forme unitaire, on proposera les futures mobilisations après le confinement.

Plus vite qu'on ne le pense, nous connaissons des explosions sociales, vu que la crise sociale qui découle de la crise économique et politique prend des dimensions encore plus dramatiques qu'en 2008. Les groupes alternatifs, tout comme les mouvements sociaux, nous « devons organiser et faire partie de la gestion de l'explosion sociale » car, sans cela, l'écofascisme « prendra d'assaut le ciel » et on cherchera des boucs émissaires (migrant.es, féministes, écologistes, communistes, etc.), qui seront montrés du doigt, et poussés vers des « issues »... vers l'abîme.

Avez-vous connaissance de revendications de réappropriations collectives, d'autogestion, de contrôle de la part des travailleuses et des travailleurs ?

Au début de la crise, face au manque de masques, de gants, de gel hydroalcoolique et à la fermeture de tant d'entreprises de productions non indispensables il y eut, en effet, des propositions de la part des sections syndicales de récupérer la production en passant par la

reconversion des entreprises. En fait, nous avons produit une liste d'entreprises pouvant se reconvertir, dont les sections faisaient le pari de l'autogestion collective, mais cela ne s'est pas concrétisé. Le temps a manqué pour permettre un minimum d'organisation en vue d'une reconversion. Après la mort de plus de 22 500 personnes tuées par le Covid-19, la réouverture des lieux de travail, autres que ceux essentiels, a été autorisée il y a plus d'une semaine. Le patronat s'est empressé de reprendre le contrôle absolu.

La peur de la contagion, les risques réels pour la santé, ont conditionné et conditionnent notre capacité d'organiser par nous-mêmes l'autogestion et le contrôle des entreprises, particulièrement celles qui sont vitales : alimentation, eau, gaz, électricité, services de santé ; nous nous sommes centrés sur des politiques de protection de la santé, parce que la vie et la santé ne nous sont garanties que si on les impose. Nous n'avons pas de conscience sociale ni une organisation suffisamment musclées, c'est-à-dire de contrepouvoir, pour concrétiser le contrôle et l'autogestion, du moins dans les entreprises de services essentiels.

La crise actuelle, permet-elle de reposer publiquement la question de la rupture avec le capitalisme, quelles perspectives y voyez-vous ? Avec quelles forces populaires ?

Au début de la crise sanitaire et avec la rapidité à laquelle se succédaient les événements, il y a eu de nombreuses protestations dénonçant la privatisation du système de santé, la précarité du travail des doctresses, des infirmières et du reste du personnel chargés de notre santé. À cela s'ajoutait le mouvement écologiste : en décembre, il demandait un ralentissement des activités pour réduire les émissions de dioxyde de carbone et le réchauffement global ; la crise a porté cette réflexion jusqu'au grand public, en partant de chiffres réels, permettant de débattre sur la possibilité qu'ont tous les pays, gouvernements et États, de réduire la pollution.

Nous pensons qu'avec tout cela, on aboutira à une conscience de classe et, bien entendu, à la remise en question du capitalisme en tant que système injuste et prédateur, incapable de se mobiliser collectivement pour arrêter une épidémie. Cependant, les faits se sont déroulés avec une telle rapidité et à un tel rythme, au sein du confinement, que ni l'élaboration collective à travers des rencontres ni les échanges personnels n'ont été possibles. Bien que la ligne suivie par la CGT vise à favoriser les conditions d'une révolution sociale et que nous ayons exigé du gouvernement des changements courageux, réels et concrets, nous n'espérons pas que le tant attendu effondrement du système capitaliste se produise. C'est pourquoi, par exemple, le 1er Mai nous sortirons sur les balcons virtuels des réseaux sociaux pour publier les discours et tenir les concerts programmés. Nous continuerons nos appels à la mobilisation après le confinement : nous avons de nombreux droits à récupérer. La santé en est un des premiers.

Publié le 1^{er} mai 2020